

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3 rue Paul Guiton  
74000 Annecy

Annecy, le 24/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COLAS RHONE-ALPES AUVERGNE**

ZAC des Bordets II  
74130 Bonneville

Références : 20251121-RAP-InspColasBonneville  
Code AIOT : 0006110213

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement COLAS RHONE-ALPES AUVERGNE implanté ZAC des Bordets II 74130 Bonneville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COLAS RHONE-ALPES AUVERGNE
- ZAC des Bordets II 74130 Bonneville
- Code AIOT : 0006110213
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la centrale d'enrobage au bitume à chaud de matériaux routiers est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2012 282-0007 du 08 octobre 2012. Par ailleurs, suite aux modifications de la nomenclature des installations classées apportées par le décret n° 2014-285 du 03 mars 2014 (création des rubriques "4000"), le tableau de classement des activités exercées a été mis à jour par

la voie d'un courrier du préfet en date du 27 juillet 2016 adressé à l'exploitant. En particulier, le stockage de propane utilisé pour alimenter le brûleur du tambour-sécheur de granulats est désormais visé par la rubrique n° 4718-2 sous le régime de la déclaration: stockage de gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris le GPL). Cette installation est constituée de deux réservoirs fixes d'une capacité unitaire de 22 tonnes, soit 44 tonnes au total. Il relève du régime de la déclaration.

Outre cet équipement, l'établissement comprend les principales autres installations suivantes:

- Une centrale d'enrobage discontinue au bitume à chaud de matériaux routiers d'une capacité de production de 300 tonnes / heure (à 5 % d'humidité) constituée de trémies doseuses de granulats et d'enrobés recyclés, d'un tambour-sécheur équipé d'un brûleur au gaz propane, d'un malaxeur, de silos de stockage des enrobés et d'un dispositif de filtration des fumées de type filtre à manches.
- Un dépôt de matières bitumineuses (parc à liants) constitué de 5 cuves de bitume d'une capacité unitaire de 80 tonnes. Un emplacement supplémentaire est prévu pour accueillir une sixième cuve de 80 tonnes en tant que de besoin.
- 3 cuves d'émulsion, dont 2 d'une capacité unitaire de 40 tonnes et la troisième de 33 tonnes.
- Des stocks de granulats placés dans différents casiers en fonction de leur granulométrie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôles périodiques (rejets atmosphériques)	Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 7.1.1.3 et 7.1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Emissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 7.1.1.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant fera réaliser dans les plus brefs délais, et au plus tard avant l'arrêt des installations le 12 janvier 2026, un nouveau contrôle des rejets atmosphériques visant à vérifier spécifiquement le respect de la valeur limite d'émission en composés organiques volatils non méthaniques (COV NM). Dès réception il transmet ce rapport à l'inspection (sur la plateforme GIDAF).

L'exploitant pourrait utilement (et de manière volontaire) faire réaliser une nouvelle campagne d'analyse après modification du brûleur (optimisation de la flamme) afin de vérifier l'influence positive de cette modification en matière d'abattement de COV NM.

Dans un délai de 2 mois, l'exploitant s'assure des conditions acceptables de stockage du produit CWM et s'assure que sa cuve est compatible avec le produit. Pour cela il demande des précisions à son fournisseur et réclame une version mise à jour de la FDS du produit, le cas échéant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôles périodiques (rejets atmosphériques)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 71.1.3 et 71.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles périodiques (rejets atmosphériques)
<b>Prescription contrôlée :</b>  71.1.3 - Contrôles périodiques. [...]Un contrôle des concentrations des paramètres mentionnés à l'article 71.1.2 sera réalisé chaque année par un laboratoire agréé. A cette occasion, il sera également déterminé le débit des fumées, la vitesse d'éjection des gaz et les flux de polluants rejetés.  71.1.2 - Conditions de rejet. Le combustible utilisé par la centrale d'enrobage sera uniquement du gaz naturel. Les gaz rejetés par la cheminée de la centrale d'enrobage devront respecter les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 30 mg/Nm3 de poussières.</li><li>- 50 mg /Nm3 d'oxydes de soufre (en équivalent SO2).</li><li>- 250 mg / Nm3 d'oxydes d'azote (en équivalent NO2).</li><li>- 80 mg/ Nm3 de carbone total (à l'exception du méthane).</li></ul> Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube sur gaz humides rapportés à des conditions normalisées de température (273 Kelvins) et de pression (101,3 kilopascals), la teneur en oxygène étant ramenée à 17 % en volume.  En cas de perturbation ou d'incident affectant le traitement des gaz et ne permettant pas de respecter les valeurs visées ci-dessus, l'installation devra être arrêtée. Aucune opération ne devra être reprise avant la remise en état des systèmes d'épuration, sauf dans les cas exceptionnels affectant la sécurité de la circulation au droit du chantier.
<b>Constats :</b>  En séance, l'inspection a contrôlé les rapports de contrôles de 2023 à 2025 (correspondant respectivement à des prélèvements le 26/07/2023, 18/06/2024, et 20 et 21/05/2025). À sa demande, l'exploitant a transmis les versions numériques de ces contrôles par son courriel du 21 novembre 2025.  Tous les contrôles comportent a minima les paramètres à contrôler listés dans l'arrêté d'autorisation du site (articles 71.1.2 et 71.1.3).  Les VLE sont respectées pour chaque paramètre et pour chaque année, à l'exception des composés organiques volatils non méthaniques (COV NM) en 2025.  En effet, le contrôle de mai 2025 fait état d'une teneur en COV NM de 111 mg/Nm3 (pour une valeur limite fixée à 80 mg/Nm3).  L'exploitant a expliqué que cette dérive pouvait provenir du réglage des deux brûleurs qui restait à effectuer. Ce réglage a été réalisé par la société AMMANN en date du 5 juin 2025 (peu après le contrôle périodique des rejets atmosphériques). Pour en justifier, l'exploitant a transmis par

<p>courriel du 21 novembre 2025 le rapport de réglage des brûleurs.</p> <p>Ce réglage a vraisemblablement permis, selon l'exploitant, de retrouver des valeurs conformes au VLE en matière de COV NM. Cependant, aucun contrôle périodique par organisme agréé n'a été effectué suite à ce réglage, permettant alors d'en attester.</p> <p>Par ailleurs, le rapport de réglage précise qu'une modification supplémentaire serait à prévoir visant à optimiser la taille et forme de la flamme produite par le brûleur (modification à réaliser matériel à l'arrêt).</p> <p>Enfin, l'exploitant a précisé que le prochain arrêt des installations était prévu du 12 janvier 2026 au 14 février 2026.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fera réaliser dans les plus brefs délais, et au plus tard avant l'arrêt des installations le 12 janvier 2026, un nouveau contrôle des rejets atmosphériques visant à vérifier spécifiquement le respect de la VLE en COV NM. Dès réception, il transmet ce rapport à l'inspection.</p> <p>L'exploitant pourrait utilement (et de manière volontaire) faire réaliser une nouvelle campagne d'analyse après modification du brûleur (optimisation de la flamme) afin de vérifier l'influence positive de cette modification en matière d'abattement de COV NM.</p> <p>Enfin, l'inspection des installations classées a configuré des droits d'accès à la plateforme GIDAF pour l'établissement. À l'avenir les transmissions des rapports de contrôles périodiques seront donc à transmettre directement sur cette plateforme.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

## N° 2 : Émissions de poussières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 7.1.1.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les stockages d'additifs pulvérulents (fillers,...) doivent être confinés (stockage en emballage fermé ou en silos). L'incorporation de ces produits pulvérulents aux matériaux enrobés devra être réalisée soit par transport pneumatique dans une canalisation (produits stockés en silos), soit par déversement des sacs de produits restés fermés par l'intermédiaire d'une trappe munie d'une écluse. En tant que de besoin, ces installations de manipulation et de transvasement seront munies de dispositifs de capotage, d'aspiration et de filtration des poussières.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le présent constat n'a pas vocation à rendre compte du respect de la prescription contrôlée dans</p>

son ensemble mais s'attache à reprendre les observations de la visite d'inspection de 2013 sur cette prescription, et de préciser les points restés en suspens.

Pour rappel, le constat de l'inspection de 2013 était le suivant (pour plus de simplicité une puce avec une lettre a été ajoutée devant les parties nécessitant vérification, et un renvoi est alors explicité plus bas) :

*"L'additif pulvérulent (fillers) est stocké dans un silo d'une capacité de 50 m3 (référence : article 7.1.1.4 de l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2012 ).*

*Le traitement des effluents gazeux issus du tambour sécheur des granulats est assuré au moyen d'un filtre à manches ( référence : article 6.2.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 08 octobre 2012 ).*

A - [ *La cheminée est équipée d'un opacimètre qui mesure en continu et enregistre la concentration en poussières des fumées. Ce dispositif permettra notamment de retrouver l'historique des anomalies qui pourraient survenir au niveau des émissions de la cheminée. ]*

B - [ *De plus, dans le courant du mois de juillet 2013, l'exploitant va installer une caméra vidéo de surveillance de l'ensemble du site qui assurera aussi une observation en permanence de l'aspect du panache des fumées à la sortie de la cheminée. ]*

*Les convoyeurs utilisés pour le transport des granulats et de l'enrobé sont tous capotés.*

C - [ *Une partie des casiers de stockage des granulats est munie d'une toiture. L'exploitant a prévu de réaliser la totalité des toitures pour le premier trimestre 2014. ]*

D - [ *Selon la société COLAS, le bardage complet, qui viendra recouvrir l'infrastructure accueillant l'installation d'enrobage, sera réalisé pour fin septembre 2013 ( ce bardage n'avait pas été mis en place afin de faciliter et de sécuriser les interventions du personnel pendant les phases de tests puis de mise au point des équipements). ]*

*Les événements des cuves de bitume sont équipés d'un condenseur à air.*

E - [ *L'exploitant prévoit de compléter ce dispositif de traitement des odeurs en octobre 2013 par l'installation d'un filtre à charbon actif en sortie de chaque événement (référence : article 7.2 de l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2012). ]*

*Les voies de circulation internes, l'aire de stockage des granulats et l'aire d'évolution de la chargeuse de granulats sont recouvertes d'enrobé.*

F - [ *L'exploitant a prévu de mettre en place des asperseurs d'eau pour fin juillet 2013. Ce dispositif permettra d'arroser les voies de circulation des véhicules et d'évolution des engins en période sèche afin de limiter la formation de poussières ( référence : article 6.2.2.4 de l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2012). ]*

G - [ *Par ailleurs, dans le cadre de la prévention des émissions d'odeurs, l'exploitant nous a informé qu'il avait aussi prévu de mener les actions suivantes : Réalisation d'une étude olfactométrique du site, planifiée pour fin juillet 2013 ( intervention de la société Environnement'Air - Saint-Cannat-13). Cette étude a pour but de déterminer les sources prépondérantes d'odeurs. Selon les résultats de cette étude, l'exploitant mettra en œuvre des traitements appropriés si cela s'avère nécessaire. ]*

H - [ *Mise en place d'un comité de suivi odeurs via un site internet, sous réserve d'un nombre*

*suffisant de riverains souhaitant être référencés pour participer à cette opération. Le but est d'alimenter une base de données qui devrait ensuite permettre d'interpréter les constats d'odeur en corrélation avec les conditions d'exploitation de la centrale ( dysfonctionnement ou incident, problème particulier...) et les conditions météorologiques (direction du vent notamment). ]*

Constat de la présente inspection, visant à rendre compte du suivi des remarques émises lors de l'inspection de 2013 :

A - L'exploitant a présenté son système de supervision informatisée qui indique effectivement l'opacité des fumées en continu sur la console principale de contrôle des installations. L'exploitant a précisé qu'en cas de dépassement, une alarme clignote alors en rouge sur le panneau de contrôle.

B - Sur le même panneau de contrôle, les vues des différentes caméras sont visibles, et notamment une caméra est orientée vers la cheminée.

C - Tous les casiers qu'il était possible de recouvrir l'ont été : les casiers en limite nord du site sont couverts, tandis que ceux en limite sud ne le sont pas, en raison d'une incompatibilité du PLU (distance trop proche de l'autoroute). Cela impacte le stockage sur site, car selon l'exploitant, il est alors nécessaire de stocker dans les box non couverts les matériaux les moins sensibles à l'eau (comprendre : moins susceptible de s'humidifier). En effet, plus les matériaux sont humides plus il sera nécessaire de chauffer ceux-ci afin de les sécher (l'évaporation de l'eau étant une réaction particulièrement endothermique). Cela impacte négativement la consommation énergétique, et peut perturber l'optimisation du procédé industriel.

D - Lors de la visite des installations, il a pu être vérifié le bardage sur l'ensemble des installations.

E - L'exploitant a ajouté un système de filtration par charbons actifs (2 bonbonnes). Les deux bonbonnes de charbons actifs ont pu être visualisées lors de la visite des installations.

F - L'exploitant a précisé qu'il avait installé des asperseurs d'eau mais le résultat n'a pas été celui escompté. Des flaques et de la boue créées par l'aspersion posaient davantage de soucis que le bénéfice apporté.

L'exploitant a alors expliqué qu'il projette d'installer un système de brumisateurs en 2026. Il précise également qu'il fait passer régulièrement une balayeuse pour éliminer le maximum de saleté et éviter ainsi l'envol de poussières.

G - L'exploitant a présenté en séance (et transmis par courriel du 21 novembre 2025) le rapport de l'étude olfactométrique. Celle-ci n'appelait pas de suites particulières (cependant l'exploitant a mis en place le système de traitement par charbons actifs notamment, et a pu ajouter des additifs de traitement des odeurs en tant que de besoin).

H - L'exploitant a présenté son système informatisé de gestion des plaintes reçues sur son site internet. 2 observations ont été émises en 2020 par un riverain, et 2 observations en 2021 par 2 riverains différents. Il n'y a pas eu de nouvelle observation depuis 2021.

**Type de suites proposées :** Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>[...]</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant utilise un additif (surtout en période froide pour permettre de ne pas créer trop de rebus en phase de lancement ou de fin de production). Celui-ci, nommé CWM est dangereux au sens des règlements européen REACH et CLP. En ce sens il nécessite la fourniture d'une fiche de données de sécurité (FDS) par le fournisseur.</p> <p>La FDS de ce produit a été fournie par l'exploitant. Celle-ci datant de 2013, et le formalisme des FDS ayant évolué au cours des années 2019-2020, celle-ci n'est plus à jour. L'exploitant es alors en droit de demander un FDS à jours à son fournisseur.</p> <p>En particulier, cette FDS pose question en ce qui concerne le stockage du produit. En effet, elle précise dans sa section 7.2 concernant l'emballage : <i>"Toujours conserver dans des emballages d'un matériau identique à celui d'origine."</i></p> <p><b>Matériaux de conditionnement appropriés :</b></p> <p>- acier inoxydable</p> <p>[...]"</p> <p>Cette partie indique qu'il est nécessaire de garder un emballage en acier inoxydable ET un matériau identique à l'emballage d'origine. Or l'exploitant précise que l'emballage dans lequel se trouve le produit lorsqu'il est livré est une cuve 1000 litres de type IBC (donc en plastique pour sa partie en contact avec le produit). Il est donc matériellement impossible de garder un emballage identique à l'origine, et tout à la fois en acier inoxydable.</p> <p>Le stockage relevé sur site était en cuve acier.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant s'assure des conditions acceptables de stockage du produit CWM et s'assure que sa cuve est compatible avec le produit. Pour cela il demande des précisions à son fournisseur et réclame une version mise à jour de la FDS du produit, le cas échéant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois